Éditorial. L'Europe vers la puissance ?

Béatrice Giblin

Quand nous avons choisi ce thème au printemps 2025, soit deux mois à peine après l'investiture de Trump, nous avions sans doute encore un certain optimisme dû à ce qui semblait être un réveil politique de l'Union européenne (UE) depuis l'invasion de la Russie en Ukraine. Alors que nombreux étaient les oiseaux de mauvais augure qui annonçaient sa désunion, n'était-elle pas toujours unie malgré ses désaccords sur l'attitude à avoir envers le gouvernement de Poutine ? Même si les deux Premiers ministres pro-russes Viktor Orbán (Premier ministre de la Hongrie) et Robert Fico (Premier ministre slovaque) manifestent leur opposition à chaque train de sanctions imposées par l'UE à la Russie[1], *in fine*, ils ne les bloquent pas, se contentant de s'abstenir, preuve que les mannes financières européennes contribuent à rendre ces deux leaders réalistes. Mais plusieurs évènements au cours de l'été 2025 ont clairement montré que l'UE ne pesait guère dans les affaires du monde. En effet, le sommet de l'OTAN à La Haye en juin 2025 en présence de Trump a eu pour résultat majeur l'acceptation par les Européens de porter leur budget de défense à 5 % de leur PIB, succès monumental pour Trump qui, en contrepartie, affirme s'engager à soutenir l'Ukraine contre la Russie dans le long terme. Cet engagement était primordial pour les Européens, incapables sans l'engagement américain d'honorer leur soutien militaire à l'Ukraine. Ils ont dû en payer le prix fort puisque ces budgets colossaux seront difficiles à assumer pour plusieurs d'entre eux. Autre preuve de la faiblesse de l'UE, la rencontre de Trump à Turnberry, en Écosse, avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen contrainte d'accepter 15 % de droits de douane pour les importations européennes aux États-Unis sans aucune réciprocité pour les importations américaines en Europe, au nom d'un fallacieux rééquilibrage entre les balances commerciales des États-Unis et de l'UE, rééquilibrage réel pour les

1. Un 19e train de sanctions contre la Russie a été proposé par la Commission européenne aux pays membres de l'UE visant notamment les hydrocarbures.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 3 18/11/2025 12:16:29

biens matériels mais totalement faux pour les services très largement bénéficiaires pour les Américains. En outre, ces accords ne s'accompagnent pas d'un véritable engagement écrit, enregistré en bonne et due forme par les deux parties, et ils n'ont de ce fait qu'une valeur relative que Trump peut ne pas respecter. Précisons aussi que cet accord a été consenti dans le *resort* d'un des deux golfs écossais de Donald Trump, entre deux parties de golf : autre marque de son mépris envers l'UE et sa représentante. Enfin, dernier élément marquant la faiblesse de l'UE, la rencontre le 15 août 2025 en grande pompe à Anchorage, en Alaska, donc aux États-Unis, entre Donald Trump et Vladimir Poutine, ennemi déclaré de l'UE, un temps isolé sur la scène internationale occidentale et réhabilité avec quelque faste par le président des États-Unis. Même si cette rencontre n'a débouché sur rien et surtout pas sur un cessez-le-feu clairement récusé par Vladimir Poutine, l'humiliation des Européens (sauf pour Viktor Orbán et Robert Fico) était grande de le voir savourer son retour sur la scène internationale et faire de nouveau partie des grands de ce monde en traitant d'égal à égal avec le représentant de la première puissance mondiale.

Un retour contraint et forcé vers la puissance ?

Depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche le contexte géopolitique à l'ouest de l'UE a changé : clairement, l'allié américain, garant de la sécurité de l'UE par l'intermédiaire de l'OTAN, ne compte plus l'être. Sa priorité étant désormais sa rivalité avec la Chine – ce qui le conduit à déployer ses forces militaires en Asie, le fameux pivot asiatique d'Obama – et ne pouvant être sur deux fronts, il pense à abandonner l'Europe estimant (d'ailleurs à juste titre) que les États européens se sont trop longtemps reposés sur les États-Unis qui depuis 1945 ont payé pour assurer leur défense.

Ce retrait possible de l'OTAN ne sera probablement que partiel, il n'en reste pas moins que désormais les États européens doivent assumer la charge financière de leur défense. Mais en ont-ils les moyens ? Au vu de la somme que représente l'ensemble des budgets militaires des vingt-sept membres de l'UE (343 milliards d'euros en 2024)[2], la réponse peut être oui puisqu'elle représente le deuxième budget militaire après celui des États-Unis, nettement plus élevé (842 milliards de dollars), et devant celui de la Chine (246 milliards) et loin devant celui de la Russie (119 milliards d'euros)[3]. En outre, depuis la guerre d'agression de la Russie

2. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/defence-numbers/>.

3. Un montant à mettre en rapport avec le produit intérieur brut (PIB) de la Russie qui s'élevait à 2 136 milliards de dollars américains en 2024, selon les données officielles de la

Hérodote, n° 199, La Découverte, 3e trimestre 2025.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 4 18/11/2025 12:16:29

contre l'Ukraine, les investissements dans le domaine de la défense sont en forte croissance : en 2024, ils ont atteint 102 milliards d'euros, soit plus de 30 % du total des dépenses de défense de l'UE. Néanmoins, le montant représenté par cette addition de budgets est loin d'avoir l'efficacité d'un budget militaire d'un seul et même État : diversité des matériels et donc difficulté de leur compatibilité et interopérabilité, rivalités entre les industries de défense de chaque État, diversité de stratégie envers les États-Unis entre les partisans de continuer d'y acheter leur matériel et ceux désireux de s'émanciper des États-Unis et de construire une industrie d'armement européenne, si possible au bénéfice de leur propre industrie de défense nationale. Ainsi, ces rivalités intra-européennes expliquent l'extrême difficulté qu'il y a à faire avancer le projet européen d'un avion de chasse nouvelle génération – Système de combat aérien du futur (SCAF) – mené dans le cadre d'une coopération associant la France, l'Allemagne et l'Espagne. Dassault, en tant que maître d'œuvre, voudrait être le leader du projet, ce à quoi s'oppose le patron d'Airbus soutenu par les dirigeants allemands ; ces rivalités risquent, à terme, de conduire à un arrêt du projet et pendant ce temps le projet concurrent mené par le Royaume-Uni, le Japon et l'Italie, le Global Combat Air Programme, auquel participent BAE Systems, Leonardo et Mitsubishi Heavy Industries, progresse et vise à mettre au point un prototype volant en 2030 avant une mise en service en 2035.

Samuel Faure démontre clairement dans son article que ce sont les mésententes internes aux Vingt-Sept qui sont l'obstacle le plus sérieux à la construction d'une industrie de défense européenne que seule une volonté politique forte et durable pourrait surmonter, et visiblement, près de quatre ans après l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE ne semble pas en avoir véritablement pris le chemin. Il n'est pas si facile au sein de l'OTAN de s'émanciper du *leadership* américain et d'arriver à mettre sur pied une défense européenne. Une européanisation de l'OTAN serait sans doute plus réaliste car les États-Unis disposent de moyens dont les États européens sont totalement dépourvus, à savoir le renseignement satellitaire, les avions ravitailleurs, les moyens de transport logistique, la défense anti-aérienne et antimissiles. « L'enjeu global réside donc dans l'européanisation de l'OTAN, dont les états-majors, les standards, l'interopérabilité et les savoir-faire constituent de précieux actifs géostratégiques », atouts qu'il ne faudrait pas négliger. Cependant, la défense de l'Europe ne peut se limiter aux seuls vingt-sept membres de l'UE et doit intégrer les membres de l'OTAN non membres de l'UE, tels que le Royaume-Uni, la Norvège et la Turquie qui veillent à la sécurité du continent

Banque mondiale. Par comparaison, le PIB de la France s'élevait en 2024 à 2 800 milliards d'euros et son budget de la défense à 44 milliards.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 5 18/11/2025 12:16:29

européen (voir l'article de Jean-Sylvestre Mongrenier). Des trois États cités, le plus impliqué dans la défense de l'Europe est clairement le Royaume-Uni avec son réengagement stratégique en Europe. Le Brexit sans concession vis-à-vis de l'UE s'éloigne peu à peu, le temps des arrangements réalistes est de retour. Cependant, il ne s'agit pas d'un retour possible à plus ou moins long terme au sein de l'UE, mais seulement le résultat d'une analyse raisonnée de la nouvelle situation géopolitique transatlantique à l'ouest et celle née de l'offensive militaire russe à l'est (voir l'article de Pauline Schnapper).

Au vu des obstacles, actuellement infranchissables, que rencontre l'Ukraine pour intégrer l'OTAN, les États baltes se disent qu'ils ont eu bien de la chance de l'intégrer en 2004 et ce malgré l'hostilité affichée de la Russie ; les 4 500 soldats de l'OTAN stationnés dans les trois États baltes sont à peine assez nombreux pour les rassurer pleinement, conscients de la détermination du pouvoir russe à reprendre son contrôle sur ces trois territoires perdus en 1991 quand, à la suite de la chute de l'Union soviétique, la Russie fut contrainte de reconnaître leur indépendance. C'est pourquoi la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie, bien avant l'agression russe en Ukraine, ne cessaient de mettre en garde les autres membres de l'UE sur les visées russes à leur endroit. Comme l'écrit Philippe Perchoc : les Cassandres baltes avaient raison. Les minorités russes dans les États baltes[4] alimentent cette inquiétude en particulier dans les milieux nationalistes qui les voient comme une cinquième colonne utilisée par la Russie pour préparer une annexion comme en Crimée ou pour y mener une guerre comme dans le Donbass, au nom de la défense de minorités russes prétendument discriminées avec pour objectif de reprendre le contrôle de ces territoires. Le survol du territoire de l'Estonie par trois MIG-31 bombardiers russes pendant douze minutes le 19 septembre 2025 ne fait que crédibiliser leur conviction selon laquelle Poutine teste les réactions de l'OTAN pour évaluer ses possibilités de passer à l'action.

L'UE : des membres unis mais déboussolés

Dans le scénario de Poutine, deux obstacles sérieux n'avaient pas été envisagés : d'une part, la réaction déterminée et courageuse, en un mot patriotique, des Ukrainiens dans la défense de leur territoire, Poutine a sans doute été trompé

4. Environ 27 % de la population en Lettonie, environ 25 % en Estonie et 7 % en Lituanie, selon Stratfor, avec des secteurs géographiques où les Russes ethniques et culturels sont majoritaires, comme à Narva en Estonie : « The Baltic Countries Respond to Russian Minorities », Stratfor, 21 mai 2014, <https://worldview.stratfor.com/article/baltic-countries-respond-russian-minorities>, consulté le 21 septembre 2025.

Hérodote, n° 199, La Découverte, 3e trimestre 2025.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 6 18/11/2025 12:16:29

par la facile annexion de la Crimée et la faiblesse de l'armée ukrainienne dans son affrontement avec les forces paramilitaires séparatistes dans le Donbass, fortement soutenues par les forces russes ; d'autre part, Poutine était convaincu que l'UE était dans l'incapacité de soutenir l'Ukraine, puisqu'elle représente pour lui l'image parfaite de l'Occident décadent, fuyant la guerre puisque ayant fait de la paix la raison même de son existence et étant avant tout préoccupée par la défense des minorités (dont les sexuelles qu'il abhorre) et des droits humains. Or l'Ukraine résiste et, en cette fin septembre 2025, le front n'a guère avancé depuis un an malgré le nombre de forces russes engagées et sacrifiées, et le nombre de missiles et de drones qui s'abat sur le territoire ukrainien. De même, le pari poutinien d'une UE faible et désunie s'avère perdu, même avec un allié désormais aussi peu fiable que les États-Unis. On l'a dit, les partis eurosceptiques au pouvoir en Hongrie et en Slovaquie, soutiens de la Russie, n'ont pas été jusqu'à la rupture avec les autres membres de l'UE, étant pris dans leur contradiction de vouloir une UE aux pouvoirs limités au nom de la souveraineté nationale, et une UE plus autonome et indépendante des États-Unis dans sa défense, donc nécessairement plus forte et intégrée (voir l'article de Philippe Étienne).

Parmi les États membres de l'UE, l'Allemagne est sans nul doute celui qui est le plus déstabilisé par la politique anti-européenne de Trump qui partage avec Poutine le même mépris de l'UE. Ainsi, un des piliers sur lequel repose l'économie industrielle allemande, les exportations automobiles, est à la peine, à cause de l'augmentation des droits de douane imposés sur les biens matériels exportés aux États-Unis. Et ce n'est pas le marché chinois qui peut prendre la relève, le succès des voitures électriques chinoises réduit les ventes des voitures allemandes en retard sur les moteurs électriques. Dans le même temps l'Allemagne doit complètement revoir sa politique de défense. La tragédie de la Seconde Guerre mondiale avait conduit les Allemands de l'Ouest à se réfugier dans un pacifisme assumé laissant à l'OTAN, et donc aux États-Unis, la charge de les protéger. La guerre d'agression de l'Ukraine par la Russie contraint l'Allemagne, comme les autres membres de l'UE, à changer de stratégie et à augmenter rapidement leur budget de défense, au point que l'Allemagne souhaite dans un avenir proche devenir la principale force conventionnelle en Europe. Mais ce changement de politique n'est pas sans créer quelques tensions internes à un moment où les difficultés économiques et sociales s'aggravent avec la faiblesse de la croissance économique. Aussi mettre autant d'argent pour la défense suscite-t-il des réactions hostiles dans les milieux les plus touchés par la crise économique, qui sont (ou furent) le principal électorat du SPD, autre menace sur la solidité de la coalition CDU/SPD (voir l'article de Hans Stark).

Hérodote, n° 199, La Découverte, 3e trimestre 2025.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 7 18/11/2025 12:16:29

UE première puissance commerciale du monde en décrochage

L'UE s'est longtemps rassurée avec son statut de première puissance marchande, résultat de sa politique d'ouverture au monde et de son modèle inédit de relations volontaires et pacifiées entre ses membres, même si ce n'est pas toujours simple. Mais les Européens sont bousculés, d'une part, par la politique de Trump qui a pour fil rouge l'Amérique d'abord et, d'autre part, par l'attaque de l'Occident et surtout de son modèle démocratique et libéral par la Chine et la Russie soutenues par nombre d'États autrefois colonisés et toujours en règlement de comptes avec les anciennes puissances coloniales européennes. L'ouverture des marchés a bien été bénéfique mais surtout dans les pays en développement et pas de façon égalitaire. La Chine a su en profiter pleinement, tout en préservant son propre marché. En revanche, la mondialisation des marchés a touché de plein fouet les classes ouvrières des pays occidentaux. En France, en 2005, quand elles ont dit « non » à la Constitution européenne (ce n'étaient pas les seules), elles n'ont été ni entendues ni comprises. Il s'agissait pourtant de leur deuxième appel au retour de la protection des frontières, le premier ayant été la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002. Au chômage, peu qualifiées, en concurrence directe avec les travailleurs immigrés, les classes populaires accueillaient de plus en plus favorablement les discours du Front national et ce d'autant plus qu'elles avaient le sentiment que la gauche, quand elle était au pouvoir, les avait abandonnées. L'UE et l'ouverture des frontières avaient clairement bénéficié aux plus diplômés, aux plus favorisés, à l'aise dans une société ouverte, indifférents, voire moqueurs, envers ceux et celles qui aimaient *La Marseillaise*, le drapeau bleu-blanc-rouge et la Nation. Brexit, Frexit, sont devenus des slogans qui ont été entendus, l'Europe ne faisant plus rêver puisqu'elle était incapable d'assurer un avenir meilleur aux enfants des classes populaires.

Le retour brutal du protectionnisme américain change la donne et oblige les dirigeants européens à revoir leur stratégie d'ouverture du marché européen et de la libre concurrence. Mais comment faire quand le rapport de force n'est pas vraiment favorable ?

Selon Elvire Fabry, il est nécessaire et urgent d'aller vers plus d'intégration européenne, d'oser faire le saut toujours repoussé d'une réelle intégration économique, amorcée avec l'euro, mais dont le succès n'a pas suffi à enclencher cette dynamique. Or le décrochage de l'UE dans les domaines les plus novateurs que sont ceux des technologies de l'information et de la communication (TIC) devient patent. Les entreprises, les institutions et la société civile européennes restent en situation de forte dépendance aux technologies, services et infrastructures numériques sous juridiction américaine. Les géants américains dominent le

Hérodote, n° 199, La Découverte, 3e trimestre 2025.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 8 18/11/2025 12:16:29

marché européen, et le soutien de leurs dirigeants à Trump aggrave encore cette domination. En effet, Trump n'a pas l'intention de voir « ses » entreprises bridées et sanctionnées par les outils juridiques et réglementaires mis en place en 2024 à l'initiative du commissaire européen Thierry Breton, prenant l'argument de la liberté d'expression et menaçant de prendre des sanctions douanières douloureuses. Or le montant des investissements prévus en Europe dans ce domaine est très loin d'être suffisant pour, à terme, s'émanciper de la technologie américaine (voir l'article de Sarah Guillou), d'autant plus que, dans le même temps, il faut fortement augmenter les investissements dans les industries de défense. Pour certains États déjà très endettés comme la France, la marge de manœuvre financière est des plus réduite pour ne pas dire inexistante. Difficulté supplémentaire, les entreprises européennes doivent aussi faire face à la concurrence des entreprises chinoises, autres grandes de la technologie du numérique. L'article de Francesca Musiani et Riccardo Nanni montre toute l'ambivalence des pays européens face au dilemme économique et sécuritaire posé par les technologies et les investissements directs de la Chine dans le domaine du numérique.

De plus, le marché européen si important pour les entreprises américaines, l'est-il autant pour les entreprises chinoises ? Sans doute, mais pour le leader chinois Xi Jinping, l'UE ne représente pas un enjeu économique tel qu'il puisse renoncer au soutien qu'il apporte à son ami Vladimir Poutine, dans son combat contre l'Ukraine qu'il voit comme une arme efficace pour affaiblir le modèle démocratique occidental. La défaite de l'Occident est un enjeu d'une tout autre importance (voir l'entretien avec Alice Ekman).

Enfin, il est un autre terrain où la Chine menace l'Europe alors que celle-ci pouvait s'honorer d'avoir une certaine avance, celui de la lutte contre le dérèglement climatique, en étant leader sur les normes écologiques susceptibles de s'imposer aux autres États. Le Pacte vert en était la concrétisation. Mais les contraintes que les normes européennes imposent aux entreprises dans un contexte économique jugé difficile conduisent les responsables européens du Conseil européen comme de la Commission à revoir à la baisse leurs exigences. Dans le même temps, les dirigeants chinois, qui ne s'embarrassent pas du bon vouloir de leurs entrepreneurs ou de leurs citoyens, imposent leurs propres normes environnementales qui risquent fort, à terme, de s'imposer au reste du monde afin de pouvoir accéder au marché chinois (voir l'article de Sandrine Levasseur).

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 9 18/11/2025 12:16:29

La robustesse et non la puissance

Sylvain Kahn, dans son article, analyse le dilemme dans lequel se trouve l'UE. Menacée militairement par la Russie, adversaire dont elle connaît désormais la violente détermination à éradiquer toute possibilité à leur voisin commun, l'Ukraine, de la rejoindre pacifiquement et démocratiquement. Plus inquiétant encore, son dirigeant, Vladimir Poutine, en faisant survoler l'espace aérien de membres de l'UE, Pologne, Roumanie, Estonie, Danemark, semble tester la détermination de l'OTAN et de l'UE à riposter. La riposte militaire par l'OTAN est logique puisque c'est son objet même de défendre le territoire européen, mais jusqu'alors on constate que celle-ci est mesurée, l'état-major otanien cherchant à éviter l'escalade. Qu'en est-il pour l'UE qui s'est dès l'origine volontairement détournée de la puissance ? Dès l'invasion de l'Ukraine, en choisissant de la soutenir en lui apportant son aide, l'UE a affirmé sa préférence pour la robustesse. Désormais, face à Trump et en même temps à Poutine, est-ce l'invocation de la puissance ou l'approfondissement de la robustesse qui est pour l'UE la voie pour relever le défi ?

Ce numéro a été réalisé en codirection avec Sylvain Kahn, que je remercie vivement.

467217REA_HERODOTE199_CC2021_PC.indd 10 18/11/2025 12:16:29